



PREFET DE CORSE

Arrêté n °2014027-0006

**signé par
BARRUOL Patrice**

le 27 Janvier 2014

**002- Administrations déconcentrées de Corse- du- Sud
14 - Unité Territoriale DREAL**

Arrêté portant décision d'examen au cas par cas d'une demande d'autorisation de défrichement pour la construction d'un bâtiment commercial - commune de Porto-Vecchio



PRÉFET DE CORSE

DIRECTION RÉGIONALE
DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'AMÉNAGEMENT
ET DU LOGEMENT
SERVICE SBEP/DSPEI
Réf n° F09413P0078

**Arrêté n° 2014027-0006 du 27 janvier 2014
portant décision d'examen "au cas par cas"
d'une demande d'autorisation de défrichement à Porto-Vecchio
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

**Le préfet de Corse,
préfet de la Corse-du-Sud,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;
- Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- Vu le décret du Président de la République du 14 juin 2013 nommant M. Christophe MIRMAND préfet de Corse, préfet de la Corse du Sud;
- Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 22 mai 2012 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté interministériel du 20 juillet 2012 nommant M. Patrice BARRUOL directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse, à compter du 1^{er} novembre 2012 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2013189-0004 du 8 juillet 2013 portant délégation de signature à M. Patrice BARRUOL, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas, préalable à la réalisation d'une étude d'impact pour une demande d'autorisation de défrichement en vue de la construction d'un bâtiment à usage commercial, présentée le 5 décembre 2013 par Monsieur Antoine LUIGGI et considérée complète le 26 décembre 2013;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé reçu le 13 janvier 2014.

Considérant

- que la demande d'autorisation de défrichement de 6250 m² concernée par le présent arrêté est liée à la construction d'un bâtiment d'usage commercial de 2130 m² de surface de plancher (en deçà du seuil de 3000 m² de soumission à examen au cas par cas prévu pour les permis de construire dans les communes non dotées de documents d'urbanisme) sur le territoire de la commune de Porto Vecchio (Corse-du-Sud) ;
- que le projet inclut:
 - la construction d'un bâtiment de 2130 m² de surface de plancher, d'un parking extérieur en enrobé de 86 places ;
 - la construction d'un bassin de rétention en bordure sud-ouest de la parcelle;
 - l'arrachage d'environ 80 chênes lièges qui caractérisent le paysage de la région de Porto Vecchio ;
- que le projet relève de la rubrique 51 a) du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les projets de défrichement portant sur une superficie totale, même fragmentée, inférieure à 25 hectares;
- que la parcelle sur laquelle est prévue le projet ne relève d'aucun zonage réglementaire de protection de l'environnement et qu'elle se situe dans un secteur partiellement urbanisé, en bordure de la route nationale n°198 ;
- que la ZNIEFF de type II située à proximité immédiate du projet (n°940004101 – Suberaie de Porto Vecchio) présente un intérêt exceptionnel pour la conservation de la Tortue d'Hermann, pour lequel le pétitionnaire a prévu une mesure de protection en phase travaux (clôture adaptée) et qui fera l'objet de mesures de prévention supplémentaires élaborées conjointement par les services de la Direction départementale des Territoires (DDTM2A) avec les services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;
- que ce projet a fait l'objet d'un dépôt de dossier loi sur l'eau auprès des services de la Direction départementale des Territoires (DDTM2A) ;
- qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et des mesures de protections supplémentaires envisagées pour la conservation de la Tortue d'Hermann, ce projet n'est pas susceptible d'avoir d'incidences notables sur l'environnement.

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

ARRÊTE

- | | | |
|----------------|-----------------------|--|
| Article | 1^{er} | - Le projet de défrichement faisant l'objet du présent arrêté n'est pas soumis à étude d'impact , en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement. |
| Article | 2 | - La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. |
| Article | 3 | - Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'autorité environnementale. |
| Article | 4 | - Le secrétaire général pour les affaires de Corse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. |

Pour le préfet et par délégation,
le directeur régional de l'environnement, de
l'aménagement et du logement,

signé

Patrice BARRUOL

Voies et délais de recours

- Recours gracieux :

à adresser à Monsieur le préfet de Corse

BP 401

20188 AJACCIO CEDEX 1

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

à adresser à Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours contentieux :

à adresser au Tribunal administratif de Bastia

Villa Montepiano

20407 BASTIA

(déposé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)